

Ouagadougou, Burkina Faso, 15 octobre □ (Infosplusgabon) - La pandémie de coronavirus au Burkina Faso a mis en évidence le rôle important qu'un filet de sécurité sociale peut jouer en apportant un soutien bien ciblé et opportun aux plus vulnérables, selon les services du Fonds monétaire international (FMI).

Une équipe du fonds a fait cette observation, dans une déclaration, à la suite d'une mission virtuelle qui a eu lieu du 8 au 20 septembre 2020 pour mener des discussions en vue des quatrième et cinquième revue du programme économique et financier du Burkina Faso soutenu par le FMI dans le cadre de l'accord de facilité de crédit élargie (FCE).

Les services du FMI ont exhorté les autorités burkinabé à poursuivre leurs efforts de rationalisation de leurs filets de sécurité sociale et à continuer d'en étendre la portée, bien qu'elles soient confrontées à des pressions budgétaires accrues en raison de la pandémie.

"L'économie a été durement touchée par la pandémie de COVID-19, l'activité économique se contractant au cours du premier semestre 2020. Dans le même temps, il reste des incertitudes considérables sur la force de la reprise qui semble maintenant être en cours", a fait remarquer le chef de l'équipe, Calixte Ahokposs, dans le communiqué publié, jeudi.

"La pandémie a eu un impact négatif sur la collecte des recettes tout en exigeant des dépenses supplémentaires pour en contenir les effets. En conséquence, le déficit budgétaire pour 2020 devrait se creuser pour atteindre 5,3% du PIB".

Dans ce contexte, selon M. Ahokposs, le PIB réel du Burkina Faso devrait diminuer de 2,8% en 2020 et augmenter de 4,1% en 2021.

Dans le même temps, l'inflation a commencé à inverser sa récente tendance négative, les problèmes de la chaîne d'approvisionnement liés à la pandémie commençant à avoir un impact sur les prix. Les perspectives économiques restent toutefois soumises à des risques de baisse, en raison de l'évolution incertaine de la pandémie et de l'impact de la crise de sécurité actuelle.

M. Ahokossi a indiqué que les dépenses supplémentaires sont essentiellement allouées à la santé, aux transferts aux ménages vulnérables, au soutien des secteurs économiques les plus touchés et à la sécurité.

Les dépenses liées à la COVID 19 sont également soumises à des normes élevées de transparence, des rapports d'audit sur les dépenses devant être publiés en 2020 et 2021.

Les discussions en vue des quatrième et cinquième revues du programme économique et financier du Burkina Faso ont permis aux autorités et à l'équipe du FMI de parvenir à un accord au niveau des services, sous réserve de l'approbation de la direction du FMI et du conseil d'administration, qui doit l'examiner en novembre 2020.

Les services du FMI ont exhorté les autorités à poursuivre leurs efforts pour favoriser un consensus autour d'une stratégie de rémunération du secteur public à moyen terme qui pourrait servir de base à une trajectoire plus durable à moyen terme pour les salaires et les indemnités.

FIN/INFOSPLUSGABON/FVC/GABON2020

© Copyright Infosplusgabon